

Unité départementale de Lille  
44 rue de Tournai  
CS 40259  
59019 Lille

Lille, le 30/01/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/11/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **VERDIPOLE**

22 rue de Courcelles  
75008 Paris

Références : Arrêté préfectoral d'enregistrement du 07 octobre 2022  
Code AIOT : 0003802080

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/11/2023 dans l'établissement VERDIPOLE implanté Zone Portuaire - 1<sup>re</sup> rue 59211 Santes. L'inspection a été annoncée le 19/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VERDIPOLE
- Zone Portuaire - 1<sup>ère</sup> rue 59211 Santes
- Code AIOT : 0003802080
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société VERDIPOLE est spécialisée dans le traitement biologique ou physico-chimique de matériaux issus de chantiers de dépollution des sols telles que des terres polluées.

La société VERDIPOLE exploite notamment sur son site de Santes des installations de traitement

de déchets non dangereux de capacité de traitement de 57 000 t/an (rubrique 3532 et 2791), de broyage concassage de produits minéraux ou déchets inertes (rubrique 2515), de transit de produits minéraux ou déchets non dangereux inertes (2517), de transit ou préparation de déchets non dangereux non inertes (2716) ainsi qu'une installation temporaire de transit de déchets issus de pollutions accidentelles (2719).

Le site est autorisé par arrêté préfectoral du 07 octobre 2022.

Avant cette autorisation, les activités du site relevait du régime de la déclaration. La déclaration initiale des installations a été réalisée le 18/06/2018 pour les rubriques 2615-1, 2517, 2716, 2719 et 2791.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :** Traçabilité des déchets

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de

- l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 07/10/2022, article 1.5.2. et 1.5.3.	Sans objet
2	Consistance des installations autorisées	Arrêté Préfectoral du 07/10/2022, article 1.2.3.	Sans objet
3	Traçabilité des déchets	Arrêté Préfectoral du 07/10/2022, article 9.2.11	Sans objet
4	Procédure d'information préalable	Arrêté Préfectoral du 07/10/2022, article 9.2.2.	Sans objet
5	Déchets admissibles	Arrêté Préfectoral du 07/10/2022, article 9.2.1.	Sans objet
6	Admission des déchets	Arrêté Préfectoral du 07/10/2022, article 9.2.3.	Sans objet
7	Contrôle des déchets	Arrêté Préfectoral du 07/10/2022, article 9.2.4.	Sans objet
8	Conception/ Exploitation des installations d'entreposage interne des déchets	Arrêté Préfectoral du 07/10/2022, article 5.1.3.	Sans objet
9	Stockage des déchets	Arrêté Préfectoral du 07/10/2022, article 9.2.5.	Sans objet
10	Imperméabilisation des aires	Arrêté Préfectoral du 07/10/2022, article 9.2.12.	Sans objet
11	Prétraitement mécanique	Arrêté Préfectoral du 07/10/2022, article 9.2.6.	Sans objet
12	Traitement biologique de terre par biopile	Arrêté Préfectoral du 07/10/2022, article 9.2.8.	Sans objet
13	Émissions diffuses et envols de poussières	Arrêté Préfectoral du 07/10/2022, article 3.1.5	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection rappelle à l'exploitant l'obligation de déclarer sous GERE son activité conformément à l'arrêté ministériel du 31/01/2008 prévoyant la déclaration des émissions industrielles. Cette déclaration permet également de répondre à l'article R. 541-44 du code de l'environnement (déclaration annuelle sur la nature, les quantités, le traitement réalisé et la destination ou l'origine de ces déchets).

L'inspection a noté le besoin de mettre en cohérence les garanties financières de l'activité du site. L'exploitant devra à cet effet déposer auprès de M. le préfet un rapport à porter à connaissance afin de mettre à jour ses activités et le calcul de ses garanties financières.

Dans l'attente, les volumes présents sur site doivent être cohérents avec ceux précisés dans l'article 5.1.3 de son arrêté préfectoral.

L'inspection a noté des incohérences dans le registre d'activité général 2023 sur les poids de déchets en entrée et en sortie de site. Sous un délai de 3 semaines à réception du présent rapport, l'exploitant devra indiquer à l'inspection l'origine de ces incohérences, ainsi que les moyens mis en œuvre pour les lever.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Garanties financières

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 07/10/2022, article 1.5.2. et 1.5.3.

**Thème(s) :** Situation administrative, Garanties financières

#### Prescription contrôlée :

##### ARTICLE 1.5.2. MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Le montant total des garanties à constituer est de six cent quarante-six mille quatre-vingt-six euros (646 086 €) TTC. Il a été défini selon des devis forfaitaires et est basé sur la quantité maximale de déchets et produits dangereux pouvant être entreposés sur le site ci-dessous : Les quantités maximales autorisées des principaux déchets présents sur le site sont :

Nature du déchet	Quantité maximale présente sur le site
Terres pollués (déchet non dangereux)	4 000 tonnes
Mâchefers	Non traité : 3 000 tonnes Traités : 2 600 tonnes
Matériaux inertes	Non traités : 3 500 tonnes Traités : 1 500 tonnes
Métaux	Ferreux : 120 tonnes Non ferreux : 60 tonnes
Boues du séparateur d'hydrocarbures	5 tonnes
Déchets amiantés	Évacuation immédiate

##### ARTICLE 1.5.3. ÉTABLISSEMENT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Avant la mise en service des installations, dans les conditions prévues par le présent arrêté, l'exploitant adresse au Préfet :

- le document attestant la constitution des garanties financières établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution des garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- la valeur datée du dernier indice public TP01 base 2010.

**Constats :**

L'exploitant a fourni le document attestant de la mise en œuvre de ses garanties financières pour un montant de 646 086 € TTC correspondant à celui fixé dans l'arrêté préfectoral.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Consistance des installations autorisées**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 07/10/2022, article 1.2.3.

**Thème(s) :** Risques chroniques, Nature des installations

**Prescription contrôlée :**

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées ainsi que leurs installations connexes, est organisée de la façon suivante :

- Le projet consiste à traiter les terres polluées et mâchefers d'incinération classées déchets non dangereux ;
- La capacité de traitement est de 40 000 tonnes/an pour les terres et de 17 000 tonnes/an pour les mâchefers;

- Les principales étapes de l'activité sont précisées ci-après :

- ° des analyses de caractérisation des déchets sont réalisées lors de la procédure d'identification des déchets et un contrôle est réalisé lors de la réception,

- ° les déchets à traiter ou en transit sont stockés par lots dans 7 casiers de stockages,

- ° les opérations de dépollution des terres consistent en : un criblage, une dépollution par voie biologique assimilé à un traitement physico-chimique au sens du BREF WT :

stimulation de la biodégradation par stockage en biotertre (pollution non volatile) ou biopile (pollution volatile) et contrôle des paramètres de procédé (température, siccité, taux de CO<sub>2</sub>, pH), et un éventuel traitement physico-chimique,

- o le traitement des mâchefers consiste en une maturation (processus de carbonatation), un criblage, l'élimination des métaux, la séparation des imbrûlés à traiter dans une filière adaptée,

- ° une analyse libératoire sur au moins deux échantillons représentatifs prélevés selon la méthode de quartage (un échantillon est constitué d'un quartage de 8 prélèvements pour obtenir un échantillon moyen représentatif) est réalisée pour définir la filière de valorisation/élimination,

- ° le criblage suit une procédure spécifique afin que les déchets criblés n'induisent pas de contamination entre les lots (notamment nettoyage de l'installation avant traitement des déchets inertes - ce nettoyage est tracé).

**Constats :**

L'inspection a consulté le registre d'activité général au titre de l'année 2023 et a constaté qu'il n'y a pas eu de traitement de mâchefers d'incinération. Le suivi de traitement des terres polluées indique un volume de 5 650 tonnes (à date de la visite d'inspection) traité. Neuf biopiles par bioventing (1) ont été nécessaires à la réalisation de ces traitements. L'exploitant respecte le volume de traitement autorisé

Le suivi des traitements est effectué sous registre informatique. Ce registre a été consulté lors de l'inspection. Ce dernier indique la durée du traitement, la date de l'arrêt du traitement ainsi que le numéro de l'analyse finale permettant d'acter la fin du traitement. À ce titre, l'exploitant réalise une analyse COHV (2) et BTEX (3) mensuelle jusqu'à l'obtention de résultats permettant de stopper le traitement. Pour ce faire, l'exploitant procède à un échantillonnage via la méthode de quartage à partir du prélèvement de 8 échantillons dûment répartis. Les analyses sont effectuées par un laboratoire. L'inspection a consulté par échantillonnage le suivi d'un lot de traitement, et les différents résultats d'analyse.

(1) bioventing : système d'insufflation d'air qui permet d'oxyder les polluants puis de les capter par aspiration.

(2) COHV : Composés Organiques Halogènes Volatiles
(3) BTEX : Benzène, Toluène, Éthylbenzène et xylènes
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Traçabilité des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/10/2022, article 9.2.11
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Installation de transit, regroupement, traitement de DNDNI et DNDI
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  <b>ARTICLE 9.2.11. TRAÇABILITÉ</b>  L'exploitant établit et tient à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants et sortants.  Ce registre est établi <b>suivant les dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021</b> fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnées aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement.</p> <p>En complément des dispositions prévues par les articles R. 541-43, R. 541-431 et R. 541-45 du code de l'environnement, l'exploitant tient à jour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un registre d'acceptation permettant d'archiver l'ensemble des certificats d'acceptation préalable, ces informations sont conservées pour une durée minimum de 3 ans;</li> <li>- un registre de refus des déchets sur le site reprenant les motifs du refus d'admission ;</li> <li>- un registre d'exploitation retraçant l'ensemble des opérations effectuées sur le déchet et permettant de le localiser dans le temps et sur le site, ainsi que la destination des déchets résiduels éventuels.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b>  L'exploitant établit et tient à jour un registre numérique chronologique où sont consignés tous les déchets entrants et sortants. Ce registre 2023 a été consulté lors de la visite. L'exploitant en a fourni une copie à l'inspection à l'issue de la visite. (extraction du 03/01/23 au 06/11/23 du registre référencé V.PLAT.603.A – Registre d'activité général 2023.xlsx).</p> <p><b>Conformément à l'article 1 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021</b> fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnées aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement, le <u>registre des déchets entrants</u> de l'établissement contient les informations suivantes :</p> <p><u>a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ;</li> </ul> <p><u>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la dénomination usuelle du déchet ;</li> <li>- le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;</li> <li>- la caractérisation de la dangerosité ;</li> <li>- le numéro du bordereau de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;</li> <li>- la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m<sup>3</sup> ;</li> </ul> <p><u>c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le numéro du certificat d'acceptation préalable ;</li> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet ;</li> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;</li> <li>- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;</li> </ul>

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;

d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :

- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets, à savoir D1, R3, R5 ou R12.

Le registre des entrées n'identifie pas les parcelles cadastrales, ni les coordonnées géographiques. Seule figure l'adresse du chantier d'où provient le déchet. **Observation 1**

**Conformément à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021** fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnées aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement, le registre des déchets sortant de l'établissement contient les informations suivantes :

a) Concernant la date de sortie de l'installation :

- la date de l'expédition du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;

- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;

- la caractérisation de dangerosité établie en sortie de plateforme ;

- le numéro du bordereau de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;

- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m<sup>3</sup> ;

c) Concernant l'origine du déchet :

- le numéro du certificat d'acceptation préalable ;

- l'adresse de l'établissement ;

- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;

d) Concernant la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;

- l'immatriculation du véhicule en charge de la sortie du déchet ;

e) Concernant la destination du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;

- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié ;

- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement (préparation en vue de la réutilisation, du recyclage ou autre forme de valorisation y compris énergétique ou élimination).

L'inspection note des incohérences dans différentes lignes de ces registres :

- Pour le registre entrant, des poids sont supérieurs en sortie par rapport à l'entrée (13 lignes sur 2 342 saisies). Par exemple :
  - ligne « VPS.22.019.c – 3 - n°190 » (27/02/2023 – producteur de déchets = MEL) ;

<ul style="list-style-type: none"> <li>○ ligne « VPS.23.150 - n°007 » (18/07/2023 – producteur de déchets = VINCI IMMOBILIER ;</li> <li>○ ligne « VPS.23.096 - n°004 » (12/05/2023 – producteur de déchets = Ville d'AMIENS.</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <u>Pour le registre des sorties</u>, des poids sont supérieurs en entrée par rapport à la sortie (1 652 lignes sur 2 252 saisies). Par exemple : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ ligne « BAUDELET – CAP 30090342 » (10/03/23 – exutoire = BAUDELET Environnement ;</li> <li>○ ligne « Verdi'Mat 0/31.5 - n°004 » (27/09/23 – exutoire = VERDIPOLE.</li> </ul> </li> <li>• Une incomplétude dans le <u>registre des entrées</u> pour 3 lignes afférentes au CAP « STINKAL – VF- FERQUES- N°240523FB01 ». L'inspection constate 3 entrées de déchets (code 17 05 06) les 01, 03 et 07 août 2023 pour lesquelles les informations relatives à la caractérisation du déchet, sa provenance ou encore son devenir ne sont pas renseignées. <b>Observation 2</b></li> </ul> <p>L'exploitant a signifié que l'opératrice renseigne RNTDS depuis mars 2023. Cette information est confirmée par l'inspection.</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p><b>Observation 1</b> L'inspection rappelle à l'exploitant que le registre entrant doit faire la distinction entre adresse de prise en charge du déchet (site de transit par exemple en amont de la réception sur le site de traitement et/ou valorisation comme l'installation de chez « VERDIPOLE ») et l'adresse du chantier (lieu d'excavation par exemple).</p> <p><b>Observation 2</b> Sous un délai de 3 semaines à réception du présent rapport, l'exploitant doit apporter à l'inspection des explications sur les incohérences constatées dans le registre des entrées et des sorties, ainsi que les moyens mis en œuvre pour les lever.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Procédure d'information préalable

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/10/2022, article 9.2.2.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Installation de transit, regroupement, traitement de DNDNI et DNDI</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b> ARTICLE 9.2.2. PROCÉDURE D'INFORMATION PRÉALABLE Pour l'application du présent arrêté, on entend par lot de terres excavées le volume de terres issu de la même zone du site producteur ayant une nature et des caractéristiques physico-chimiques homogènes. Les déchets font l'objet d'une procédure d'acceptation avant toute admission sur site. L'exploitant transmet à cet effet une fiche d'identification préalable au producteur des déchets. Cette fiche comporte les informations suivantes : - Le nom et les coordonnées (et le numéro de SIRET) : du producteur des déchets ; des éventuels intermédiaires ; du ou des transporteurs ; - La provenance avec l'historique du déchet, - Les propriétés physiques et chimiques des déchets connues par le producteur ; - La quantité estimée du lot; - Les éventuels traitements préalables subis par le déchet ; - Les caractéristiques physiques et l'apparence du déchet ;</p>



<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le libellé et le code déchet conformément à l'article R.541-7 du code de l'environnement (en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe de la décision 2000/532/CE de la Commission du 3 mai 2000);</li> <li>- Pour les déchets de la catégorie des « entrées miroirs » (terres excavées notamment), l'exploitant met à la disposition de l'inspection des justificatifs permettant de caractériser la nature dangereuse ou non de ces déchets suivants les analyses effectuées selon la norme XP X30-489 ;</li> <li>- Les modalités de collecte et de livraison;</li> <li>- Au besoin, les précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation.</li> </ul> <p>Lorsque le site d'origine le nécessite (connaissance du site producteur du déchet, étude historique.) et dans tous les cas lorsque cela est rendu nécessaire, un contrôle de la radioactivité est réalisé. Cela est tracé sur la fiche d'identification préalable.</p> <p>Les résultats des analyses réalisées dans le cadre de la vérification de la conformité des déchets aux informations apportées dans le cadre de la procédure d'information préalable sont conservés par l'exploitant de l'installation de transit et traitement de déchets et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées pendant une durée de trois ans après leur réalisation.</p> <p>Il est interdit de procéder à une dilution ou à un mélange de déchets dans le but de satisfaire aux critères d'admission.</p> <p>Quand l'exploitant juge qu'il peut admettre les déchets compte tenu notamment des prescriptions du présent arrêté, des équipements de son installation et des filières de traitement dont il dispose, il notifie au producteur son accord pour l'admission en lui délivrant un certificat d'acceptation. Ce document précise la nature des opérations à effectuer, la ou les filière(s) de traitement finale(s) prévue(s) et la durée de validité du certificat qui ne peut pas excéder 1 an.</p> <p>Le renouvellement des certificats d'acceptation se fait à l'issue d'une nouvelle procédure d'information préalable.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Au préalable, l'exploitant a fourni sa procédure interne d'acceptation des matériaux, dénommée "V.PLAT.630.B - Procédure d'acceptation de matériaux.pdf".</p> <p>Afin de vérifier la procédure d'information préalable, l'inspection des installations classées a effectué un contrôle par sondage sur la traçabilité des déchets au sein de l'établissement VERDIPOLE . Différentes fiches sont observées et pour la suite de l'inspection, le choix se porte plus précisément sur le déchet identifié « VPS.23.128.b-Englobe» en provenance de Douvrin (62) .</p> <p>L'exploitant a fourni la fiche d'identification préalable dudit déchet.</p> <p>Cette fiche comporte l'identification du demandeur, du producteur du déchet et du transporteur, la provenance du déchet (identification du chantier) ainsi que ses caractéristiques principales (code déchet, aspect physique, odeur, quantité).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Déchets admissibles

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/10/2022, article 9.2.1.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Installation de transit, regroupement, traitement de DNDNI et DNDI</p>

**Prescription contrôlée :****ARTICLE 9.2.1. DÉCHETS ADMISSIBLES**

Seuls les déchets suivants sont admissibles sur site pour transit, regroupement, tri, traitement et valorisation :

Déchet	Code déchet
Mélanges bitumineux autres que ceux visés à la rubrique 17 03 01*	17 03 02
Terres et cailloux autres que ceux visés à la rubrique 17 05 03	17 05 04
Ballast de voie autre que celui visé à la rubrique 17 05 07	17 05 08
Mâchefers autres que ceux visés à la rubrique 19 01 11	19 01 12
Déchets solides provenant de la décontamination des sols autres que ceux visés à la rubrique 19 13 01	19 13 02
Déchets de dessablage	19 08 02
Compost déclassé	19 05 03
Déchets biodégradables	20 02 01
Béton	17 01 01
Briques	17 01 02
Tuiles et céramiques	17 01 03
Mélanges de béton, briques, tuiles et céramiques autres que ceux visés à la rubrique 17 01 06	17 01 07
Bois	17 02 01
Matériaux d'isolation autres que ceux visés aux rubriques 17 06 01 et 17 06 03	17 06 04
Déchets de construction et de démolition en mélange autres que ceux visés aux rubriques 17 09 01, 17 09 02 et 17 09 03	17 09 04

Aucun déchet contenant des PFOS (acide perfluorooctanesulfonique et ses dérivés) et PFOA (acide perfluorooctanoïque) n'est admis sur le site.

Aucun déchet dangereux ne transite, n'est stocké ou n'est traité sur site (hors déchets mentionnés à l'article 5.1.3...)

**Constats :**

D'après le registre chronologique interne relatif à la traçabilité des déchets entrants sur l'installation au titre de l'année 2023, les codes déchets admis sur site sont 17 01 01 (béton), 17 03 02 (mélanges bitumineux autres que ceux visés à la rubrique 17 03 01), 17 05 04 (terres et cailloux autres que ceux visés à la rubrique 17 05 03), 17 05 06 (boues de dragage autres que celles visées à la rubrique 17 05 05) et 20 02 01 (déchets biodégradables).

Les codes déchets 17 05 06 (boues de dragage) ont été admis entre le 27/02/23 et le 07/08/23.

Ces codes déchets ne sont pas listés dans le tableau de synthèse des déchets admissibles sur l'installation à l'article 9.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 07/10/22.

L'exploitant justifie cet écart par le fait que le dossier de demande d'autorisation à l'origine de l'autorisation délivrée le 07/10/22 sollicitait l'autorisation de réceptionner ce type de déchets, les marchés associés à ces admissions ont été conclus pour ces déchets avant la délivrance de l'autorisation dans le cadre de leurs activités soumises à déclaration (déclaration n°A-8-E4WI9GUPC). Ces marchés ont fait l'objet d'admission de déchets jusqu'au 07/08/2023

L'exploitant précise que désormais les contrats sont conclus au regard des codes déchets admissibles autorisés dans leur arrêté préfectoral d'autorisation du 07/10/2022. **Observation n°3**

**Observations n°3 :**

Ces admissions postérieures au 07/10/2022 sont contraires aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 07/10/2022. Compte tenu des justifications de l'exploitant et dans la mesure où l'exploitant a

pris ses dispositions dans ses contrats postérieurs au 07/10/2022 pour prévenir désormais ce type d'admission non autorisée en vertu de la liste des déchets admissibles fixé par l'arrêté préfectoral d'autorisation du site du 07/10/2022, l'inspection ne propose pas de suites administratives aux admissions non conformes constatées dans le registre. L'inspection rappelle qu'à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2024, tout code déchet non-conforme constituera un écart à la réglementation applicable au site.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 6 : Admission des déchets

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 07/10/2022, article 9.2.3.

**Thème(s) :** Risques chroniques, Installation de transit, regroupement, traitement de DNDNI et DNDI

**Prescription contrôlée :**

ARTICLE 9.2.3, ADMISSION .

L'installation est équipée d'un moyen de pesée à l'entrée du site et chaque apport de déchet fait l'objet d'un mesurage.

Lors de l'arrivée d'un déchet sur site, l'exploitant :

- vérifie l'existence d'une fiche d'identification préalable ;
- réalise un contrôle visuel des déchets afin de vérifier l'absence de déchets non autorisés ;
- recueille les informations nécessaires au renseignement des registres prévu par les articles R.541-43, et R.541-43-1 du code de l'environnement et par l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des dits registres ;
- s'assure que les déchets sont compatibles avec les installations de traitements ;
- délivre un certificat d'acceptation préalable au producteur du déchet.

Tout lot non conforme est refusé, isolé et stocké sous bâche. L'évacuation de ce lot vers une filière de traitement adaptée est réalisée dans un délai de 15 jours.

**Constats :**

Lors de la visite terrain, l'inspection a constaté que l'installation dispose d'un équipement de pesée en entrée et sortie du site. Chaque apport de déchet fait l'objet d'une pesée qui est enregistrée sur un outil informatique permettant d'éditer le bon de pesées relatif au chargement.

L'inspection a assisté à une procédure d'admission d'un chargement et constate :

- le contrôle visuel de l'opératrice en charge de la réception des déchets sur site (contrôle vidéo via caméra et écrans de surveillance dans le bureau de l'opérateur) ;
- le contrôle par l'opératrice de la cohérence entre le chargement qui se présente sur site et la fiche d'identification préalable qui s'y réfère.

Concernant les refus, l'exploitant a indiqué que :

- Dans un premier temps, l'opératrice en charge de l'admission procède à l'évaluation des refus de déchets sur site (par exemple dès lors qu'il y a plus de 15 % de DIB (déchets industriels banals) au sein du chargement).
- Ensuite, dès lors qu'un des opérateurs de VERDIPOLE identifie des matériaux suspects, ces derniers sont dirigés vers une zone séparée en vue de sa caractérisation.

L'inspection n'a pas constaté de refus dans le registre entrée/sortie.

En fin de journée, l'opératrice renseigne le registre interne du chantier ainsi que sous 24h/48h le registre général du site. La saisie sous RNTDS est faite une fois par mois dans les 15 jours qui précèdent la fin du mois. L'opératrice ne recense aucune difficulté à renseigner RNTDS à date.

<p>L'exploitant a transmis auprès de l'inspection des installations classées les bons de pesées relatifs aux déchets identifiés « VPS.23.128.b-Englobe ». Ces bons sont numérotés selon l'ordre d'arrivée des chargements.</p> <p>Les informations qui figurent au sein des bons de pesées et bordereau de suivi des déchets sont cohérentes avec celles nécessaires au renseignement des registres internes de l'installation.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 7 : Contrôle des déchets

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/10/2022, article 9.2.4.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Installation de transit, regroupement, traitement de DNDNI et DNDI</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b> ARTICLE 9.2.4. CONTRÔLE DES DÉCHETS</p> <p>Les déchets réceptionnés font l'objet d'une analyse de contrôle. La nature et la fréquence de ces contrôles est définie au regard des caractéristiques du déchet, de la quantité réceptionnée et du traitement prévu. À minima une analyse est réalisée par lot de 500 tonnes.</p> <p>L'exploitant établit une procédure formalisée définissant les modalités de contrôle des déchets réceptionnés. Cette procédure est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a consulté le processus d'acceptation définitive des matériaux au sein du document référencé « VPLAT.630.B – Procédure d'acceptation de matériaux.pdf ».</p> <p>À l'arrivée du chargement sur site, un contrôle visuel est effectué par l'opératrice en charge de la réception des déchets sur site (contrôle vidéo via caméra et écrans de surveillance dans le bureau de l'opérateur).</p> <p>Un second contrôle est effectué par les opérateurs dès lors que les déchets sont déposés dans le box dédié.</p> <p>L'exploitant indique que, conformément à la procédure interne d'acceptation des matériaux, les déchets réceptionnés (et conformes au certificat d'acceptation préalable) sont échantillonnés par lot de 500 tonnes environ. Si la quantité de déchets est inférieure à 500 tonnes pour un certificat d'acceptation préalable, au moins un échantillon est réalisé sur ledit lot.</p> <p>L'échantillonnage composé de 8 prélèvements par lot est réalisé par un opérateur de l'exploitant. Ce dernier est formé à la manipulation et au prélèvement, conformément à la procédure établie par l'exploitant. Un laboratoire accrédité COFRAC est chargé des analyses.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 8 : Conception/Exploitation des installations d'entreposage interne des déchets

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/10/2022, article 5.1.3.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets produits</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p> <p>En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides</p>

épandus et des eaux météoriques souillées.

La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas les quantités suivantes :

Dénomination déchets	Quantité maximale présente sur site (tonnes)
Déchets non dangereux non inertes	4000
Déchets non dangereux inertes	3500
Mâchefers d'incinération de déchets non dangereux (MIDND)	3 000 tonnes non traitées 2 600 tonnes traitées
Matériaux non ferreux	60
Matériaux ferreux	120
Matériaux inertes traités et en cours de traitement	1500
Fumiers, engrais et supports de culture	Sans objet (mélangé aux terres à amender dès réception)
Copeaux et sciures de bois	Sans objet (mélangé aux terres à amender dès réception)

#### Constats :

Lors de la visite de site, l'inspection constate que le site est propre et divisé en 3 parties distinctes:

1. celle dédiée à la réception des déchets en casiers (terres polluées principalement) ;
2. celle dédiée aux traitements des terres (broyage, criblage et biopile) et aux stockages des déchets triés ;
3. et celle destinée aux terres inertes.

Les aires de stockages de déchets (1 et 2) sont imperméabilisées et étanches.

L'exploitant indique que 30% du site n'est pas encore imperméabilisé (stockage d'inerte), l'autorisation d'exploiter étant phasée en 2 temps.

L'inspection a vérifié les quantités de déchets entreposées sur site à date.

Selon le dernier inventaire réalisé fin octobre 2023, étaient entreposés sur site:

- 5 900 tonnes de terres polluées;
- 14 000 tonnes de déchets inertes.

L'inspection constate que les tonnages en présence sont supérieurs aux quantités admissibles sur site (article 5.1.3.). **Observation n°4**

L'exploitant signifie que de son point de vue, il existe une incohérence entre le tableau figurant à l'article 5.1.3. de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 07/10/22 et les seuils (en volume et en surface) des rubriques 2716-1 – Enregistrement (supérieur ou égal à 1 000 m<sup>3</sup>) et 2517-2- déclaration (supérieure à 5 000m<sup>2</sup>, mais inférieure ou égale à 10 000m<sup>2</sup>). Sur la base de cette incohérence, l'exploitant souligne que les quantités présentées comme admissibles à l'article 5.1.3. sont en deçà des seuils des rubriques 2716 et 2517.

#### Observations n°4 :

L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que les seuils qui lui sont opposables sont ceux repris dans son arrêté d'autorisation et qu'ils sont issus de son dossier de demande d'autorisation.

Par ailleurs, les seuils de l'article 5.1.3 sont ceux ayant permis de définir les garanties financières (article 1.5.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 07/10/22).

Si l'exploitant souhaite modifier ces seuils, il devra faire une demande officielle auprès de M. le préfet en déposant un dossier à son attention.

Au vu des régimes propres des deux rubriques 2716 et 2517 pour les seuils de déclaration et enregistrement, l'inspection ne propose pas de suite administrative.

Toutefois, et sous un délai de 3 semaines à compter de la réception du présent rapport, **l'exploitant devra indiquer à l'inspection les moyens mis en œuvre sur site pour respecter les**

<b>volumes conformément à son arrêté préfectoral.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> susceptible de suite

#### N° 9 : Stockage des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/10/2022, article 9.2.5.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Installation de transit, regroupement, traitement de DNDNI et DNDI
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  <b>ARTICLE 9.2.5. STOCKAGE</b>  Les terres polluées et mâchefers d'incinération de déchets non dangereux sont réceptionnés et entreposés sur une aire imperméabilisée dont les eaux sont collectées.  Ces déchets sont stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des ruissellements, des infiltrations dans le sol et des odeurs).  Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets, terres et mâchefers doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (traitement effectué ou non) et du débouché (préparé en vue de la valorisation en aménagement ou en génie civil, en attente d'expédition pour traitement, etc.).</p>
<p><b>Constats :</b>  Lors de la visite terrain, l'inspection a constaté que les aires de stockage sont imperméabilisées (bitume). Les eaux sont collectées vers un bassin de rétention des eaux pluviales.  L'inspection observe également que les différentes aires sont distinctes et facilement repérables (les casiers sont désignés par des lettres allant de la lettre A à la lettre M).  L'exploitant a indiqué qu'un casier correspond à un chantier (voire 2 casiers en fonction du nombre de lots à réceptionner en provenance d'un même chantier).</p> <p>L'exploitant a précisé que la gestion des différents casiers s'organise autour d'un outil de suivi présenté à l'inspection: un tableau blanc sur lequel figure le plan du site ainsi que chaque zone dédiée à la réception, au transit, à la préparation des différents lots présents sur site. Ce tableau de vie est évolutif au quotidien.</p> <p>L'exploitant indique que le chargement des péniches s'effectue via une pelle mécanique portuaire. Le nettoyage du quai par balayeuse est mis en œuvre après chargement.  Une cane à eau a été installée coté quai afin de prévenir les envols de poussières lors du balayage par temps sec.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 10 : Dispositifs de confinement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/10/2022, article 8.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, confinements
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  <b>ARTICLE 8.4.2 DISPOSITIF DE CONFINEMENT</b>  Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. [...]</p>

<p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements. [...]</p> <p>Les eaux sont collectées par un bassin commun pour le confinement et pour la rétention des eaux pluviales. Le volume de ce bassin correspond au moins à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• volume d'eaux pluviales obtenus à partir de la période de retour 20 ans ;</li> <li>• volume d'eaux d'extinction incendie additionné d'une pluie décennale ;</li> </ul> <p>soit un volume de 956 m<sup>3</sup> (volume d'une pluie de retour 20 ans durant 24 h).</p> <p>Ce volume est assuré par un bassin de 730 m<sup>3</sup> et par une capacité de rétention de 230 m<sup>3</sup> dans les réseaux de collecte des eaux pluviales de l'établissement. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La collecte des eaux s'effectue via un bassin de rétention des eaux pluviales, dont 120 m<sup>3</sup> sont dédiés au confinement des eaux d'incendie.</p> <p>L'exploitant ne possède aucun seuil d'alerte de remplissage et indique scruter la pluviométrie via un outil d'alerte météo. <b>Observation n°5</b></p>
<p><b>Observations n°5 :</b></p> <p>L'exploitant doit mettre en place les moyens qu'il juge nécessaires afin de garantir la disponibilité des 120 m<sup>3</sup> nécessaires au confinement des eaux d'incendie. L'inspection demande à l'exploitant de lui communiquer, sous 3 semaines à compter de la réception du présent rapport, les mesures qu'il prend pour garantir la disponibilité pour le confinement des eaux d'incendie.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 11 : Prétraitement mécanique

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/10/2022, article 9.2.6.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Installation de transit, regroupement, traitement de DNDNI et DNDI</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>ARTICLE 9.2.6. PRÉTRAITEMENT MÉCANIQUE</p> <p>L'exploitant veille à ce que les étapes de criblage préviennent toute contamination des lots entre eux. Les mesures de prévention des contaminations font l'objet d'une procédure interne.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant fournit la procédure interne relative à l'exécution du criblage de matériaux auprès de l'inspection des installations classées (référéncée « V.PLAT.635.A – Procédure d'exécution du criblage de matériaux.pdf »). Cette procédure indique les préconisations permettant de prévenir toute contamination entre les différents lots en présence sur site et notamment:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- délimitation et balisage de la zone de travail d'au moins 25m<sup>2</sup>, à proximité du tas des matériaux à traiter;</li> <li>- division de la zone de travail en 2: une aire de stockage pour la matière brute et une pour la matière finie;</li> <li>- absence d'autres matériaux que ceux traités sur la zone de travail;</li> <li>- veille à ce que la zone de travail soit hors zone de ruissellement.</li> </ul>

Lors de la visite terrain, l'inspection a pu constater une opération de criblage (traitement de terres polluées à la renouée du Japon) dont les dispositions permettaient l'évitement de toutes pollutions rhizomiques des autres lots.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Traitement biologique de terre par biopile**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/10/2022, article 9.2.8.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Installation de transit, regroupement, traitement de DNDNI et DNDI
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>ARTICLE 9.2.8. CAS PARTICULIER DU TRAITEMENT BIOLOGIQUE DE TERRES PAR BIOPILE</p> <p>Les terres polluées par des composés volatils, notamment les BTEX et COHV sont traitées dans des conditions ne permettant pas le transfert à l'atmosphère des polluants.</p> <p>Les tas sont couverts par une membrane et un dispositif d'aspiration de l'air est mis en œuvre pour traiter l'effluent par biofiltre.</p> <p>Lorsque les composés le rendent nécessaire (COHV notamment), le traitement est complété par adsorption sur charbon actif. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a déclaré qu'une biopile de 380 tonnes est en cours de traitement sur site. L'inspection a constaté le traitement en cours lors de la visite terrain. Il consiste en un tas de terre recouvert d'une bâche avec une aspiration connectée au dispositif de traitement par filtre à charbon.</p> <p>La durée de traitement est de 3 à 4 mois selon l'exploitant.</p> <p>Les conditions de traitement s'effectuent en circuit fermé. L'exploitant indique que ce procédé favorise la biodégradation des polluants. Les produits d'amendement sont composés de compost (10 à 15% de la matière volumique), de phosphore et d'eau.</p> <p>L'inspection a consulté différents résultats de suivi de biopile.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 13 : Émissions diffuses et envols de poussières**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/10/2022, article 3.1.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Pollution Atmosphérique
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>ARTICLE 3.1.5. ÉMISSIONS DIFFUSES ET ENVOLS DE POUSSIÈRES</p> <p>Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (réipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs.....).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite terrain, l'inspection des installations classées a pu observer la propreté du site. Aucun envol de poussières n'a été constaté.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite